



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 29 OCTOBRE 1983

N°

225

PRIX : ANTILLES 2 F  
FRANCE 3 F

## Editorial

**LES MAITRES DU MONDE NE RESPECTENT QUE LES PEUPLES MOBILISES, ARMES ET PRETS A SE BATTRE.**

Il y a encore des poches de résistance à Grenade. La presse montre son étonnement de cette résistance. Les officiels américains parlent de « prix élevé de la liberté ».

Combien de gens aurait été fâchés par les balles américaines ? On ne le saura pas exactement avant longtemps. Mais on sait déjà comment les américains « libèrent »... comme au Viet Nam, comme à St Domingue... au canon !

Les troupes américaines sont intervenues à Grenade. Elles disent certains journalistes, pour détruire la mauvaise impression créée aux USA par le nombre élevé des victimes américaines au Liban.

L'occasion s'étant révélée propice après la division sanglante créée à la tête de l'état grenadien la population étant moralement désarmée, l'impérialisme a frappé. Il a frappé là, comme il a envie de frapper au Salvador, au Nicaragua... Ou même à Cuba !

Evidemment dans ce cas là, la difficulté serait de toute autre taille.

La puissante Amérique n'a pu que se passer sous la dent la petite île aux muscades. Et avec quel courage quel héroïsme !... en attendant qu'elle soit déjà un génu à terre !

Comme quoi, les fameuses valeurs morales, les principes de non intervention, de « démocratie » etc... tout cela c'est du vent.

Les américains et le monde soi-disant « libre » font souvent croire aux peuples, à l'opinion publique (dont une bonne part le croit réellement), qu'ils défendent la « liberté » contre les Russes qui la menacent.

Et on vous montre du doigt l'Afghanistan, la Tchécoslovaquie...!

Mais ceux, américains ou français qui se parent des vertus de libérateurs sont les pires interventionnistes qui soient : Viet Nam, Algérie, St Domingue, Moyen Orient, Tchad, Centre Afrique, Gabon, sans compter tous ceux, dictateurs sanguinaires des Philippines, du Paraguay, du Guatemala... et d'ailleurs qu'ils soutiennent de leur argent.

Bien sûr, les agressions de l'impérialisme s'accompagnent de celles de la grande puissance de l'est. L'Union Soviétique qui a hérité son nom d'un court épisode révolutionnaire qui a duré moins de 10 ans est devenue une grande puissance à l'armement menaçant, qui pour défendre ses intérêts nationaux utilise tous les moyens pour faire face aux Américains. Y compris l'utilisation de la volonté d'émancipation des peuples. Celle-ci lui sert bien souvent de moyen de pression sur les Etats Unis.

Les soviétiques n'hésitent pas non plus à garder par les tanks et les bombardiers une zone d'influence qui leur permet d'équilibrer la puissance de l'impérialisme américain.

Les grandes puissances, à l'ouest comme à l'est, régissent sur un monde qui devient de plus en plus un vaste champ de bataille.

Pour l'instant, et depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est dans les pays pauvres et dans les pays de l'Est européen (« démocraties populaires ») que les guerres, les interventions des grandes puissances se déroulent. Mais c'est dans l'existence de la société capitaliste que se trouve la source de cette violence des grandes puissances.

Le fondement du brigandage impérialiste, c'est la société telle qu'elle existe aujourd'hui.

Suite p. 4

## INTERVENTION AMERICAINE A GRENAD

A 5 H 30, dans la nuit de Lundi à Mardi, 1500 à 2000 marines et parachutistes américains débarquaient à Grenade, accompagnés de quelques 300 soldats originaires de plusieurs pays de la Caraïbe : Antigua, la Dominique, St Lucie, la Barbade, St Vincent, la Jamaïque.

Il s'agit là de la « Force d'intervention multi-nationale », qui est intervenue à Grenade, selon une déclaration de Reagan, pour « protéger des vies innocentes, dont celles de 1000 citoyens américains, éviter le chaos et rétablir l'ordre ».



Le chef de la bande d'assassins.

En fait de protéger des vies innocentes, cette intervention aurait déjà fait un certain nombre de victimes, du côté des travailleurs cubains qui participaient à la construction de l'aéroport de Point Saline à Grenade et qui aux dires du gouvernement cubain auraient été attaqués par les troupes débarquées, ainsi que du côté de ces troupes elles-mêmes. Il est difficile de dire pour l'instant quelle a été la réaction de la population grenadienne face à cette intervention américaine, ni s'il y a eu des victimes.

La radio de Grenade qui a annoncé le débarquement, a appelé la population de l'île à « se battre jusqu'à la mort ».

Reagan et les chefs des états de la Caraïbe à sa solde, déclarent qu'ils sont



Les troupes américaines au départ du Viet Nam... Un mauvais rêve qu'ils connaîtront certainement encore.

Tant qu'il s'agissait d'un régime soutenu par la population, même si celle-ci n'était pas armée et n'avait pas les moyens de se défendre elle-même, il était difficile pour les USA d'intervenir militairement pour mettre le régime au pas. Ils se seraient sûrement opposés alors à une résistance plus farouche et massive de la population.

En réalité, les Etats-Unis sont bien loin de se soucier de l'intérêt des peuples. Ils ont trouvé dans le coup d'état militaire à Grenade une occasion d'intervenir militairement dans un pays dont le régime les gênait, même quand Bishop était au pouvoir.

Mais après le renversement du régime de Bishop, avec l'appui des îles de la Caraïbe qui avaient un intérêt politique dans cette mise au pas, les USA ont immédiatement profité de cette faille.

Même dans cette île toute petite, 110 000 habitants, l'existence d'un régime qui n'entendait pas se placer sous leur tutelle, dérangeait les USA. En s'en prenant à Grenade, il s'agit pour eux de donner une leçon aux autres îles de la Caraïbe qui voudraient suivre la même voie, ainsi qu'aux pays d'Amérique latine.

Mais de cette intervention Américaine, les peuples de la Caraïbe peuvent tirer une autre leçon : pour ne pas que ce genre d'intervention se produise, ils devront se donner les moyens de s'en défendre eux-mêmes.

venus rétablir la paix, « libérer », la population de Grenade de la dictature, ou encore protéger les ressortissants américains qui seraient soi-disant en danger.

Aujourd'hui, face à l'intervention impérialiste, ce dernier se trouve beaucoup moins armé moralement et physiquement pour réagir. Et c'est là-dessus qu'a mis l'impérialisme US.

Les USA ont donc saisi l'occasion de faire à moindres risques ce qu'ils voulaient.

L'armée grenadienne, en tirant sur la population et en mettant tout le pays en coupe réglée, a mis au préalable cette population en état de choc. Elle a aussi liquidé les dirigeants que visiblement cette population soutenait. Tout cela a pu réduire l'initiative et la volonté du peuple de Grenade.

# LES HYPOCRITES DEMOCRATES SOUCIEUX DU SORT DE GRENADÉ.

Tout de suite après la nouvelle du coup d'état militaire qui a renversé le régime de Maurice Bishop à Grenade, les hommes politiques et personnalités de droite comme de gauche, dans de nombreux pays, se sont manifestés. Tous condamnaient le coup d'état, l'intervention de l'armée contre la population, et surtout le meurtre du premier ministre Bishop et de plusieurs ministres de son gouvernement. Tous ont fait entendre immédiatement leur condamnation catégorique.

Coard, le vice premier ministre du régime de Bishop, présumé instigateur du coup d'état, a été présenté par la presse officielle comme plus radical, plus «pro-cubain», plus lié à l'URSS que ne l'était Bishop. Cette même presse a même laissé entrevoir qu'il aurait pu agir sur ordre de Moscou, à la suite

d'entretiens secrets entre Bishop et les Etats Unis.

Tous jetaient l'anathème sur Coard, et par la même occasion, présentaient Bishop comme un homme politique ouvert, malgré son reniement verbal du régime parlementaire, le régime politique qu'il avait instauré ne comportait pas d'élections mais des consultations périodiques de la population dans des grands meetings et des messes.

Bishop était donc présenté dans ces déclarations comme quelqu'un avec qui les hommes politiques de la bourgeoisie pouvaient s'entendre et même qu'ils soutenaient contre le «marxiste» Coard

Il est bien vrai que les hommes politiques de gauche avaient soutenu le régime de Bishop depuis le coup d'état de 1979, par lequel il avait renversé le pouvoir du dictateur Eric Gairy. Il apparais-

sait avec évidence que le régime institué par ce jeune avocat constituait un progrès par rapport au régime de Gairy, et que la population, si elle n'avait pas participé au renversement du régime, avait cependant largement et souvent montré sa satisfaction du changement.

Mais il n'en allait pas de même à droite ! A l'époque et pendant les quatre ans du régime, les hommes politiques de droite étaient loin de soutenir ce régime qui avait mis à bas un homme soutenu par les Américains ! Grenade était plutôt pour eux, au même titre que Cuba, une «affaire» à «régler» à un moment ou à un autre.

Malgré tout, ils devaient bien tolérer ce régime qui était soutenu par sa population.

Aujourd'hui ces hommes politiques se répandent en déclarations hypocrites

contre le bain de sang, l'absence de démocratie... Mais ils ne font pas entendre les mêmes protestations contre les dictatures d'Haiti, du Guatemala et autres pays d'Amérique Latine.

Pour ce qui est des bains de sang, pour ces hommes politiques, il y en a de bons et de mauvais : on ne les a pas entendus intervenir sur l'appui militaire des USA à la bourgeoisie somoziste qui cherche à rétablir une dictature pro-américaine au Nicaragua !

Toutes ces déclarations sont donc dépourvues de toute sincérité, et il y a fort à parier que si le renversement de Bishop ouvre la voie à une main-mise Américaine sur Grenade, ces hommes politiques s'en trouveront satisfaits et soulagés, et qu'ils ne parleront plus de Bishop.

## GRENADÉ L'ASCENSION POLITIQUE D'ERIC GAIRY

Nous commençons avec cet article la publication d'un dossier historique sur Grenade depuis la naissance et la montée au pouvoir du mouvement de Eric Gairy (ce dernier allait devenir le dictateur corrompu et rejeté par la population en 79) jusqu'à la prise du pouvoir par le New Jewel movement de Maurice Bishop. Ce rappel historique peut aider à mieux comprendre les événements actuels qui se déroulent à Grenade et au moins à mieux connaître ce pays de la Caraïbe proche de nous, envahi aujourd'hui par les troupes impérialistes américaines parce qu'il n'entendait pas se placer sous la coupe de l'impérialisme.

Le premier article est consacré à la montée de Gairy au pouvoir à Grenade.

### L'ASCENSION POLITIQUE D'ERIC GAIRY

En 1950, Eric Gairy fonde "le syndicat des travailleurs manuels et intellectuels". Le jeune Gairy est un instituteur, un Noir, originaire du monde paysan. Il avait été exilé à Aruba en raison de son activité syndicale et était retourné à Grenade en 1949.

La première lutte de Gairy fut en faveur des paysans de la paroisse de St Andrew qui avaient été expulsés de leurs terres. Les terres avaient été vendues à un acheteur anglais et ce dernier avait décidé de se débarrasser des petits paysans qui y vivaient. Gairy devint le porte parole des paysans pour lesquels il réclama les dédommagements légaux auxquels ils avaient droit.

En juillet 1950 il réclama avec son syndicat une augmentation de 50% des salaires pour tous les travailleurs des plantations de sucre. La revendication fut rejetée et Gairy appela à une grève qui rassembla près de 500 ouvriers soutenus par plus de 400 paysans sur onze autres plantations, en grève de solidarité. De plus, Gairy et son syndicat réclament 20% d'augmentation pour tous les travailleurs des plantations de cacao et de muscade. Le gouvernement colonial refuse.

En fin janvier, c'est une véritable grève générale qui va éclater à Grenade, elle dura un mois et se termina par une victoire totale pour Gairy et son syndicat. Le gouvernement colonial arrêta Gairy et son premier lieutenant : Herbert Blaize. On les déporta dans l'île de Carriacou, dépendance de Grenade. Les travailleurs en colère déclenchent alors de véritables émeutes, incendiant des bâtiments, pillant pour se payer. Ils reçurent le soutien d'Alexandre Bustamente le leader syndical de la Jamaïque et à Trinidad des protestations massives réclamaient la libération de Gairy.

La police coloniale réprima la population à coups de fusil faisant 4 morts et 5 blessés. Mais le gouverneur fut obligé de libérer Gairy. Comme condition pour sa libération, il lui demanda sa coopération pour faire cesser le mouvement de masse. Gairy accepta mais il lui fallut une semaine pour persuader les travailleurs de se calmer.

Cette attitude de Gairy était déjà révélatrice de ce qu'il deviendrait



plus tard. Il commençait déjà à utiliser démagogiquement la confiance et l'emprise qu'il avait acquises auprès des masses pour les tromper...

Cependant à 29 ans, il était devenu brutalement un véritable héros pour la classe ouvrière de Grenade, le dirigeant syndical le plus puissant de l'île. Il transforma vite cette influence en autorité politique. Il créa le parti du peuple grenadien (GPP: Grenada people's party) pour préparer les prochaines élections et présenta un candidat dans chaque paroisse. Gairy réunit trois fois plus de voix que le chiffre prévisible ; c'est à dire plus de 20.600 voix ; à savoir 71 % des voix. Le parti de Gairy remporta six des sept sièges des paroisses.

En moins d'une année, Eric Gairy était devenu le nouveau dirigeant politique de Grenade.

Mais le colonialisme anglais et les gros propriétaires blancs refusent de reconnaître Gairy. Ce dernier malgré ses efforts n'est pas accepté par le pouvoir blanc raciste, qui tente de briser son autorité.

Gairy va tenter de lancer une deuxième grève générale en novembre 1953. Les travailleurs répondent massivement. Le pouvoir colonial va volontairement augmenter les salaires de 24 % pour les hommes et de 20 % pour les femmes. Cela eut pour consé-

quence de couper l'herbe sous les pieds du mouvement et de faire stopper la grève. C'était la dernière grève du syndicat de Gairy avant dix ans.

Bon nombre de travailleurs vont petit à petit prendre leurs distances à l'égard du syndicat de Gairy... d'autant plus que ce dernier mène une politique de plus en plus démagogique. Il cherche plus à asseoir une carrière politique personnelle que défendre honnêtement et jusqu'au bout les intérêts des travailleurs. D'ailleurs quatre de ses six représentants dans les paroisses mènent une politique ouvertement en faveur des capitalistes.

Aux élections de 1957, le parti de Gairy sera battu par un parti formé par son ancien lieutenant, Herbert Blaize, le GNP (the newly organized Grenada National Party) le nouveau parti national de la Grenade.

Entre 1957 et 1961, le GNP mène une politique en faveur des capitalistes. Les planteurs augmentèrent leurs revenus de 170 %, tandis que le salaire de base des travailleurs agricoles n'avait augmenté que de 15,3 %. Le coût de la vie avait augmenté de 6 %.

Le grand enthousiasme populaire de 1951 s'était dissipé peu à peu.

En 1958, on entra dans la période de la Fédération des "west indies" les îles colonisées par la Grande Bretagne. Sous la direction de Marrayshow à Grenade, de Butler à Trinidad, de

Norman Manley en Jamaïque de Grantley Adams à Barbade, la naissance de la "Fédération" symbolisait la montée du sentiment national dans la Caraïbe.

En 1962, Manley dirigea le mouvement qui allait conduire la Jamaïque à l'indépendance et devint le premier "premier ministre" de l'île. Ce fait, ajouté aux nombreux petits désaccords entre les différentes îles fut une des causes de la dislocation de la "fédération".

En 1961, Gairy ne put se présenter aux élections, car aux précédentes élections il avait empêché la tenue d'un meeting électoral de son adversaire avec un Steelband. Il se fit remplacer par Joshua Thorne à la tête du parti et ce dernier remporta les élections avec 53 % des voix.

Peu après que le nouveau conseil exécutif ait siégé et selon un plan prévu d'avance, Joshua Thorne démissionna et Gairy fut élu au siège vacant. En août, il devint le premier responsable de l'île. Cette victoire était plus importante que les précédentes car, la nouvelle constitution de 1960 permettait d'exercer un pouvoir exécutif local au travers d'un conseil exécutif élu. Gairy eut, à partir de ce moment là beaucoup plus de pouvoir. Ce pouvoir fut peu à peu entièrement corrompu.

Un scandale éclata un an plus tard. Gairy fut accusé d'utiliser les fonds publics à des fins personnelles. Cette corruption était réelle, cependant le pouvoir colonial l'utilisait pour tenter de casser la popularité de Gairy et d'affaiblir l'élan populaire de sympathie qu'il y avait autour de lui et de son parti, car en fait en matière de corruption l'administration coloniale était bien mal placée pour juger Gairy...

La classe laborieuse soutint Gairy, en partie parce qu'il conservait encore pour elle l'image du leader syndical combattif des années 50 et aussi parce qu'il était attaqué par le pouvoir colonial qui n'était pas en odeur de sainteté dans la population. Par contre la petite bourgeoisie utilisera à fond le scandale pour tenter d'affaiblir Gairy politiquement et de préparer un retour au pouvoir du parti GNP, le parti de Herbert Blaize...

Dans le prochain numéro l'expression du sentiment national, la création du New Jewel Movement de Maurice Bishop

## EUGENIA CHARLES EN ATTENTE DU PAIEMENT DE SON SERVICE.

Effectivement Mme E. Charles premier ministre de la Dominique a rendu un fier service à Reagan en participant, mardi 25 octobre, à la conférence de Grenade. En fait elle se chargea de toutes les questions pouvant mettre en doute les raisons invoquées par les américains. Elle a pris sur elle la responsabilité de l'agression au nom des Etats de la Caraïbe voisins de Grenade. Elle a tout fait pour faire accrédi-ter l'idée que les Américains dans cette affaire ne font qu'aider la Dominique, St Lucie St Vincent Barbade et la Jamaïque à faire échec à des brutes à Grenade

E. Charles a eu une occasion de se mettre en évidence au yeux de

l'impérialisme américain, elle l'a saisie prestement. Reagan a claqué des doigts, elle a accouru. Elle s'est débrouillée pour arriver à l'heure. Elle a emprunté un avion pour faire Dominique Guadeloupe. A attendu trois heures au Raizet qu'un avion des USA vienne la chercher.

Durant cette attente, elle a dû évaluer ce qu'elle pourra soutirer de la reconnaissance américaine qui en découlera. Confinées dans une île de 750 km<sup>2</sup> E. Charles et la bourgeoisie Dominicaine ont déjà mis le pays en coupe réglée. Ils ne peuvent espérer tirer grand chose de l'exploitation d'une population pauvre. Une source nouvelle de revenus pour elles, est

quelques subsides que l'impérialisme américain peut lâcher aux bourgeois de la Caraïbe.

Depuis plus de deux ans on en parle. On parle d'un plan d'aide américain pour développer la Caraïbe, mais le temps passe et rien ne vient. Maintenant E. Charles et sa bourgeoisie se sont déclarées haut et fort soutiens inconditionnels de l'impérialisme américain. Ils espèrent que Reagan et les siens les reconnaîtront comme valet numéro un dans la région, et suite logique de cette reconnaissance ... un peu plus d'argent.

Mais ils oublient que les maîtres n'ont que rarement de la reconnaissance pour les valets.

# DECLARATION DE COMBAT OUVRIER

## SUR LA SITUATION POLITIQUE A GRENADÉ

25 Octobre 1983

L'impérialisme américain n'a pas résisté longtemps à la tentation ; l'occasion était trop belle ! Il pouvait enfin réaliser son vieux projet : intervenir à Grenade pour y placer un gouvernement à sa botte.

C'est la répression conduite par l'armée grenadienne qui a créé cette situation favorable à l'impérialisme américain.

En procédant à l'épuration sanglante à la direction du petit Etat grenadien, en éliminant physiquement un grand nombre de ses dirigeants les plus populaires et les plus aimés des Grenadiens, les militaires ont ainsi pris la lourde responsabilité de placer leur peuple dans un état de choc, de prostration morale qui ne facilitera pas la mobilisation populaire contre l'invasion impérialiste en cours.

Les militaires grenadiens ont tiré les premiers coups de feu et pris les premiers des mesures de liberté surveillée contre leur peuple. Aujourd'hui, l'impérialisme américain, aidé de ses fanto-

ches caraïbéens, intervient pour finir le travail et tirer les marrons du feu. Et en plus il se pare d'une auréole de libérateur !

On ne peut faire plus de gachis sur le dos d'un peuple !

Cependant, bien que la lutte engagée se présente pour le peuple grenadien dans les pires conditions, celui-ci a évidemment intérêt à se défendre avec bec et ongles contre la soi-disant libération, intéressée, offerte par l'impérialisme américain.

Sans accorder la plus petite caution aux nouveaux dictateurs militaires de Grenade, nous ne reconnaissons en aucune manière aux impérialistes et à leurs fantoches de Barbade, Dominique ou Sainte Lucie le droit de « libérer » le peuple grenadien.

L'impérialisme n'a jamais cherché à libérer ni Haïti, ni le Guatemala, ni autrefois le Nicaragua de Somoza, ni le Paraguay, ni le Chili, etc... tous états de l'Amérique où règne une dictature féroce... Alors pourquoi cet intérêt subit pour Grenade ?

Le peuple grenadien est justement

l'un de ceux qui a le plus les moyens de régler ses propres problèmes par lui-même. Et c'est cela que craint l'impérialisme.

L'épuration anti-Bishop fut un rude coup porté au peuple grenadien, dont on voit aujourd'hui la portée néfaste. L'intervention américaine est ignoble. Les charognards impérialistes ont des visées qui n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples caraïbéens. Et leurs actions nous visent nous aussi Guadeloupéens qui sommes partie intégrante de ces peuples.

Tous les peuples de notre région doivent avoir une vision très claire de la situation et de nos intérêts. Il faut condamner énergiquement et largement l'intervention américaine à Grenade : c'est une intervention impérialiste !

**HORS DES CARAIBES L'IMPERIALISME AMERICAIN !**

**LIBERTE POUR LE PEUPLE DE GRENADÉ !**

# ELECTIONS

## A LA SECURITE SOCIALE

La véritable bataille n'est pas dans les bureaux de vote mais dans les entreprises.

Les élections à la Sécurité Sociale en Martinique ont été caractérisées par les faits suivants : tout d'abord une participation assez élevée, qui atteint pratiquement les 50 %, ce qui montre l'intérêt porté par la population à ces élections.

Ensuite, le fait que la CGTM est largement la centrale syndicale la plus importante de la Martinique, avec chaque fois à la Sécurité Sociale, comme à la Caisse d'Allocations Familiales, 48 % des suffrages exprimés. Ce qui est remarquable, c'est le score de la CGTM dans les gros centres, et particulièrement sur Fort-de-France et Lamentin, où la CGTM est majoritaire. Or c'est dans cette région que se concentre l'essentiel de l'activité économique de la Martinique.

Le score de Force Ouvrière, plus de 30 % des voix est à la fois une surprise et une déception pour ce syndicat. Certes, le score est élevé, mais l'espoir secret de Force Ouvrière était de devancer la CGTM. Pour cela, l'appui des maires de droite n'a pas fait défaut. Ces derniers sont allés jusqu'à s'engager activement aux côtés de Force Ouvrière, en faisant en sous-main une campagne pour ou contre l'indépendance !

Troisième constatation, le faible score de la CDMT qui avec un peu plus de 7 % des voix est même dépassée par la CFTC !

C'est peut-être là qu'il faut apporter un correctif à ces élections. Tout d'abord, certains syndicats la CSTM et l'UGTM n'étaient pas admis à se présenter. Or, ces syndicats existent réellement et ont la confiance d'une fraction suffisamment significative de travailleurs, puisqu'ils participent à des conflits et mènent des grèves importantes ici !

Et personne ne croit ici que la CFTC est un syndicat plus puissant que la CDMT. En réalité, le type même de l'élection, se déroulant sur les lieux de résidence, et non sur les lieux de travail, regroupant non les travailleurs, mais tous les assurés a favorisé assez nettement les syndicats qui comme F.O ont pu profiter d'un appui municipal. La CGTM elle s'en est sortie grâce à l'appui qu'elle a reçu des partis de gauche, en particulier du PCM. Il faut signaler aussi la plus large implantation de la CGTM qui lui a permis de trouver des voix un peu partout.

Le vote du 19 octobre montre que les syndicats « politisés » que dénonçaient les dirigeants de FO sont largement majoritaires. Et si l'on ajoute les forces des syndicats qui n'ont pas la possibilité de se présenter, on voit que ceux qui prennent position contre l'exploitation capitaliste sont plus nombreux que les partisans de l'entente avec le patronat.

Mais le problème pour les travailleurs ce n'est pas de s'en tenir à cette constatation. Une élection n'a jamais changé une situation.

Les directions syndicales les plus à gauche bien que largement majoritaires n'ont pas une stratégie d'ensemble autre que d'attendre du gouvernement des mesures favorables aux travailleurs.

De plans de lutte, de préparation d'une offensive des travailleurs contre une situation où 10 % de la population est au chômage, il n'en est pas question !

Alors pour les travailleurs, pour les militants des syndicats et des partis de gauche qui perçoivent tout ce qu'a de néfaste la politique du gouvernement, il s'agit de se préparer pour la lutte à venir.

# CHEVANCE :

## UN HAUT COMMISSAIRE QUI RESSEMBLE COMME DEUX GOUTTES D'EAU

### AU PREFET D'AVANT LA DECENTRALISATION

Gentil Préfet que le brave Jean Chevance ! Au cours de sa dernière conférence de presse, ce monsieur a mis tout en oeuvre pour rassurer les politiciens de droite qui craignent que l'état ne verse moins d'argent au Conseil Général pour en donner un peu plus au Conseil Régional. Mais non ! leur dit-il si on vous prend un franc, d'un côté, c'est pour mieux vous donner deux francs de l'autre ! Alors, c'est le clin d'oeil en direction de Emile Maurice ou Jean Maran. « Ce n'est pas la peine d'avoir peur, vos crédits augmentent encore cette année ».

Cela suffira-t-il à calmer la droite ? Sans doute pas. Ces messieurs continueront à choisir le premier prétexte venu pour critiquer un gouvernement qui n'est pas dirigé par leurs amis.

Par contre, le Préfet a annoncé la création d'une Brigade de Surveillance de la Voie Publique, composée de gar-

diens de la paix en civil prêts à intervenir pour protéger l'ordre public. Cette Brigade, on le voit, sera peut-être efficace pour mettre la main sur un voleur de sac à main, mais quant à protéger la population contre les gros voleurs qui ne paient pas les cotisations de leurs ouvriers à la Sécurité Sociale, comme monsieur Bernard Fréchin qui a mis il y a deux mois la clé sous le paillason en escroquant 200 millions de centimes aux ouvriers et à la Sécurité Sociale ! Elle ne mettra pas la main sur les nombreux patrons qui ne respectent pas les lois que leurs représentants eux-mêmes ont votées.

Enfin, le préfet a abordé un troisième point, le problème des terres en friches. « Ce n'est pas spectaculaire » dit le Préfet, mais on verra bientôt. Dans les faits on ne voit rien, au contraire, puisque sur les 1791 hectares de terres en litige, on ne poursuit plus la procédure

que sur 1127 hectares. Au train où ça va, les gros propriétaires de terre de la Martinique, à commencer par les Hayot, peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

Comme par ailleurs on a constaté une hausse des prix supérieure à 10 % sur les 3 premiers trimestres de l'année, le Préfet a dit que les services compétents se battaient farouchement pour lutter contre les hausses de prix abusives. Et comme pour nous en administrer la preuve : il y aura une hausse de 10 centimes sur le prix au litre de l'essence au mois de novembre. La faute bien entendu en revient aux Américains qui s'obstinent à faire monter le dollar exprès pour nous embêter !

En fin de compte, une nouvelle prestation d'un haut fonctionnaire colonial qui cajole, réprimande, menace et surtout agit souverainement, autant qu'avant, décentralisation ou pas !

# ÉCHOS DES ENTREPRISES

## Métallurgie Martinique

### CARNIER : CE N'EST PAS NOTRE PROBLEME

Le patron de Carnier qui est lui-même président de la chambre syndicale patronale de la Métallurgie se plaint de ce que les choses vont mal.

Aussi, il a mis en branle son comptable et ses experts pour nous le prouver. Mais qu'il sache que ce n'est pas notre problème. Quand ça allait bien, il ne nous faisait pas de confidences : l'argent lui servait à faire sans arrêt des voyages en France où il passait l'essentiel de son temps en vacances.

Alors, si les choses vont mal, nous ouvriers, on ne portera pas le chapeau.

## Sécurité Sociale Martinique

### AVEC L'ALARME, ON N'EST PAS TRANQUILLE.

Nos surdoués de la sécurité, ont pensé à doter la Caisse d'un système d'alarme (payé bien cher) pour signaler l'irruption d'éventuels malandrins noc-

turnes.

Mais voilà, ça fonctionne au mépris du jour et de la nuit, un peu n'importe quand et n'importe comment. L'alarme est permanente. Pour ça nos acheteurs sont certains de n'avoir pas été floués. Car ça fonctionne.

Ce qui fonctionne moins, ce sont les nuits de sommeil du concierge.

Mais voyez-vous nos surdoués ne pouvaient pas penser à tout. Et puis ce n'est que le concierge que cela dérange..

### LE GRAND CHAMBARDEMENT.

Alors que le ton, de nos responsables de service à notre directeur, est à la rigueur et au sacrifice, le commun des agents a du mal à comprendre le mouvement rapide imprimé à la valse de promotion actuelle.

En effet à peine Lotaut parti, le fauteuil n'eut pas le temps de refroidir que son successeur avait pris place, et comme une trainée de poudre, le secrétariat, les Opérations Immobilières et dans la foulée l'Informatique, le Centre

du Lamentin, la division du contrôle-employeurs changeaient de « chef ». Sans oublier au palmarès le nouveau directeur adjoint.

Quand on sait que la femme de service de Desclieux partie à la retraite depuis plusieurs mois déjà, n'a pas été remplacée dans l'effectif, on voit bien qui est visé pour les sacrifices dont parle ce beau monde.

### ELECTION A LA C.G.S.S.

A l'occasion des élections du 19 octobre le conseil d'administration de la Caisse sera désormais administré par 28 membres.

La représentation des salariés au lieu d'être de moitié, comme dans le système précédent, sera de 2/3.

C'est tout ce qui a changé.

Nos administrateurs continueront à voter des budgets qui resteront soumis à l'autorité du directeur régional, représentant ici le ministre. Quant à l'important problème concernant le financement, c'est encore l'état qui décidera de ceux qui paieront.

En bref, rien n'a changé quant au fond.

### EDF Martinique.

### UNE CAMPAGNE POUR L'AUSTERITE.

La propagande de la direction bat son plein. Elle veut faire voter son projet de suppression de 6 embauches de ronds.

Pour cela elle propose le transfert de 6 ronds de Pointe des Carrières à Bellefontaine

Cette campagne menée par l'attaché de direction antillais (plus proche du personnel) vise à convaincre en priorité la maîtrise de Pointe des Caraïbes et des responsables syndicaux.

Mais la direction ne s'est pas trompée sur les difficultés qu'elle trouverait pour faire avaler la pilule.

Déjà, nous avons affirmé notre opposition à ce projet et notre détermination à le faire échouer.

Nous ne votons pas pour l'austérité !

# LIBAN : ENTRE L'IMPERIALISME ET L'IMPASSE NATIONALISTE, LE DESESPOIR S'EXPRIME PAR LE TERRORISME.

Plus de 200 tués du côté des américains, une quarantaine du côté français, tel est le bilan provisoire à l'heure où nous écrivons, des attentats perpétrés à Beyrouth, contre les quartiers généraux des marines américains et des parachutistes français.

C'est dimanche à l'aube que deux camions suicides bourrés d'explosifs forcèrent les barrages donnant accès aux quartiers généraux des forces françaises et américaines et firent voler en éclats les bâtiments où dormaient les militaires.

Cet événement fut à la une des informations dans le monde entier et provoqua un certain émoi au sein des gouvernements français et américain à tel point que le chef de l'état français débarqua dans les quelques heures qui suivirent sur l'aéroport international de Beyrouth.

Au sein de la classe politique, les déclarations se succédèrent. De la gauche à la droite, tous en cœur rendirent hommage aux soldats français qualifiés pompeusement de «soldats de la paix». Et selon les déclarations des gouvernements français et américain, ces «gardiens» de la paix bottés, casqués et armés seront maintenus au Liban.



En fait de paix ce que défendent les impérialistes français et américains au Moyen-Orient c'est le droit pour les trusts pétroliers des Etats Unis et d'Europe de piller les ressources de cette région.

C'est la possibilité d'imposer comme bon leur semble le prix du pétrole, celle de vendre des armes, et de fournir contre des prêts ruineux l'équipement et les biens de consommation que ces

pays sous-développés ne peuvent fabriquer.

C'est une petite minorité de féodaux arabes qui bénéficient des royalties du pétrole que leur laisse l'impérialisme.

Mais à côté de cette minorité d'Arabes qui roulent sur l'or, la grosse majorité de la population vit dans une grande misère. Et ils savent bien qui sont les véritables responsables de leur situation

Ils n'ont plus rien à perdre. Certains sont prêts à mourir dans les gestes de désespoir comme ceux perpétrés contre les quartiers généraux des français et des américains. On ne peut pas manquer de souligner la dose de courage et de haine qu'il a fallu aux conducteurs de ces camions pour leur permettre d'accomplir un tel acte. En effet, des hommes de cette trempe, il y en a des milliers dans ces pays. Ils pensent que : mourir pour mourir, mieux vaut l'être dans un camion piégé en entraînant avec soi quelques dizaines de soldats français et américains.

Cette voie ce n'est que celle du désespoir devant l'impasse où les a conduits le nationalisme. Les forces des opprimés palestiniens, syriens, libanais, égyptiens, ont été divisées, dilapidées et usées dans les combats menés au seul profit du nationalisme de chacune des régions d'origine. Cette politique aboutit aujourd'hui à l'impasse.

Une telle politique des organisations nationalistes arabes conduit aujourd'hui des individus à exprimer isolément leur haine de l'impérialisme dans des actions d'éclat plus ou moins suicidaires.

## EN EUROPE : LES PACIFISTES FONT ENTENDRE LEURS VOIX



Le début du week-end dernier a été marqué en Europe par la montée de plusieurs millions de voix pacifistes.

De Londres, à Bonn, en passant par Madrid, Rome, Athènes, Paris, des centaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées dans de grandes messes pacifistes contre le développement des armes nucléaires.

En Bavière, région où doivent être installées les premières fusées américaines, environ 200 000 manifestants ont constitué une chaîne humaine de 108 km reliant le quartier général américain en Europe situé à Stuttgart à la caserne où doivent être stationnés les Pershing II près de Ulm.

A Rome, une marche pour la paix a rassemblé environ 800 000 manifestants pour crier «Non aux missiles». Vers 17h, des sirènes ont retenti, et à ce moment, tous les manifestants se sont jetés à terre, simulant «la mort nucléaire».

Dans les villes françaises les manifestations organisées à l'appel des organisations liées au PCF avaient une moins grande ampleur que les précédents rassemblements pacifistes.

Mais, dans l'ensemble de l'Europe, le mouvement pacifiste est important. Il draine indéniablement des centaines de milliers de jeunes qui sont inquiets devant le développement de la course aux armements et les risques d'une guerre nucléaire.

Le déploiement des nouvelles fusées américaines Pershing II et des missiles à longue portée, CRUISE, dans plusieurs villes d'Europe a été décidé par l'OTAN en 1979, en réponse à l'existence de missiles soviétiques dans les pays de l'Est. D'ici la fin de l'année, 16 fusées Pershing seront installées en Angleterre et 9 en Allemagne fédérale. Dans les cinq prochaines années, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie recevront sur leur sol 108 Pershing II et 464 Cruise. Ces engins de mort supplémentaires installés en Europe seront pointés vers les pays de l'Est et pourront être actionnés directement depuis les USA.

Les angoisses de millions de gens qui refusent d'être massacrés dans une 3<sup>e</sup> guerre, nucléaire celle-là, ou de voir leur descendance anéantie, mutilée par les multiples effets hideux et atroces de ces armes nucléaires, sont sûrement fondées.

Pourtant, le caractère actuel des manifestations pacifistes semble bien anodin, «bon enfant» et peu efficace face à la réalité de la menace; des badges, des masques représentant des Squelettes ou encore fustigeant les dirigeants actuels qui soutiennent la politique américaine en matière d'armement, et puis toute l'ambiance un peu grande kermesse sympathique...

Le problème, c'est que dans la plupart des pays, ces grands mouvements pacifistes sont en définitive récupérés par des dirigeants qui ne sont ni antimilitaristes, ni pacifistes. Ils sont au plus contre l'installation de fusées Pershing américaines sur lesquelles leurs pays n'ont pas le contrôle et rêveraient, plutôt d'un renforcement des armées nationales.

C'est ce que déclarait en substance le vieux leader du SPD (parti social-démocrate allemand) Willy Brandt, qui faisait le discours de clôture de la semaine de la paix à Bonn devant 45000 personnes. Le nouveau leader du Labour Parti Neil Kinnock (parti travailliste anglais) tenait un peu le même langage.

Ou bien encore, les partis politiques cherchent à enfourcher ce nouveau cheval de bataille pour se trouver à la tête de larges masses qui les renforcent peu ou prou.

Alors, ces manifestations pacifistes ne peuvent qu'exprimer les craintes de millions de gens devant la folie meurtrière qui existe dans la société

Elles ne pourront nullement l'arrêter.

Pour cela, il faudrait autre chose que des manifestations «bon enfant» mais une véritable lutte pour renverser cette vieille société capitaliste pourrie qui est prête à boire le sang de millions d'hommes pour perpétuer les privilèges d'infimes minorités.

MARIANNE TIBUS.

## SUITE DE L'EDITORIAL

L'ensemble des richesses du monde est accaparé par une poignée de gens appartenant à des trusts, des banques qui contrôlent le système politique et imposent leur loi.

La seule chose qui les tient en respect c'est de trouver un peuple mobilisé, armé, prêt à se battre jusqu'au bout. Et à plusieurs reprises cela les a fait reculer.

La lutte des Vietnamiens, des Algériens, des Latino-américains (Nicaragua, Salvador)... les a obligés à reculer ou les tient en respect aujourd'hui. Mais c'est là la limite de ces luttes nationales, elles ne détruisent pas le système impérialiste.

Pour mettre fin définitivement aux exactions des grandes puissances, il faut les détruire de l'intérieur.

La tâche des révolutionnaires aujourd'hui c'est de proposer une politique qui s'adresse non seulement à leurs propres peuples mais aussi à tous les travailleurs vivant au cœur des grandes puissances.

Il faut se donner ouvertement comme but non seulement l'émancipation par ses propres forces dans son propre pays et le plus tôt possible, mais en même temps il faut se chercher des alliés au cœur des citadelles impérialistes.

Les meilleurs alliés sont ceux qui ont eux-mêmes leur propre intérêt dans la lutte : mettre fin à l'exploitation capitaliste et éviter la barbarie qu'on prépare à toute l'humanité.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE :

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728